

PIREDD MAI-NDOMBE et MONGALA: Que retenir de ces programmes à la cloture de leur première phase?



ENERGIE :
Remise des chèques aux
premiers lauréats du Fonds
de défis du programme
«Energie Durable»
(Page 6)



FONCIER :
La Politique Foncière
Nationale validée
(Page 7)



DÉMOGRAPHIE :
Les jeunes et les peuples
autochtones améliorent
leurs connaissances en
Planification Familiale
(Page 8)



GOVERNANCE: Le
Système d'informations
sur les sauvegardes: Une
plateforme numérique
bientôt disponible (Page 9)

EDITORIAL

Chers Lecteurs,

Ce sixième bulletin d'informations revient, à l'instar des précédents, sur les activités réalisées par le FONAREDD avec le concours de ses partenaires. Il vous mettra au courant des progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs de la Stratégie Nationale REDD+ de la RDC et de son Plan d'Investissement.

En effet, les activités se poursuivent au niveau des programmes en cours de mise en œuvre, aussi bien pour les programmes intégrés que pour les programmes sectoriels, avec des résultats significatifs. Pour les programmes intégrés, deux résultats clés des programmes qui clôturent leur première phase, à savoir le PIREDD Mai-Ndombe et le PIREDD Mongala, seront commentés.

Le Programme de consommation durable du bois-énergie dans sa composante « Fonds de défi et incubation pour les solutions de cuisson propre en RDC », a procédé à la remise des chèques aux entreprises privées ayant été sélectionnées de manière compétitive et qui bénéficient désormais de l'appui financier et technique du fonds.

Le Ministère en charge des Affaires Foncières, à travers la CONAREF et avec l'appui de son partenaire ONU-Habitat/GLTN, a organisé à travers les 26 provinces de la République Démocratique du Congo, des sessions de consultations dans le cadre de l'élaboration du document de Politique Foncière Nationale, dont le draft a été validé en novembre dernier.

Le Programme de mise à échelle de la planification familiale (PROMIS), à travers l'un de ses partenaires de mise en œuvre, DKT, a organisé et appuyé deux activités dans le cadre de son approche de marketing social, notamment une compétition des jeunes sur la planification familiale dénommée « Génie Batela », et la célébration de la Journée Internationale des Peuples Autochtones, à l'issue de laquelle DKT s'est engagé à accompagner le Gouvernement dans l'effort de développement économique et social en faveur des peuples autochtones pygmées, en leur offrant des méthodes de planification familiale de qualité.

Le Système d'informations sur les Sauvegardes en RDC verra très bientôt sa plateforme digitale mise en ligne à travers le déploiement de son site internet. Grâce au concours du Ministère de l'Environnement et Développement Durable, du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement et du FONAREDD, les informations clés sur les sauvegardes en RDC seront disponibles sur une plateforme numérique, dont le lien sera partagé dans notre prochain numéro.

Enfin, étant donné que ce bulletin d'information est le dernier de l'année 2021, je voudrais, au nom de toute l'équipe du Secrétariat Exécutif du FONAREDD, vous présenter mes nos vœux de bonheur, de bonne santé et de succès pour l'année 2022.

FELICIEN MULENDA

Coordonnateur du Secrétariat Exécutif du FONAREDD



Réunions du Comité Technique

CT 42

Le CT 42 a été tenu sur deux jours, le 29 et 30 juillet dernier, avec quatre points à l'ordre du jour : (1) Point sur les CT précédents ; (2) Orientations sur le nouveau PRODOC Mai-Ndombe ; (3) Revue du rapport de l'évaluation à mi-parcours du Programme d'appui à la société civile ; et (4) Revue du rapport de l'évaluation à mi-parcours du Programme d'appui à la Réforme de l'Aménagement du territoire.

CT 43

La quarante-troisième session du Comité Technique (CT43) du FONAREDD s'est tenue en 2 éditions (CT 43 et CT 43 bis) soient le mercredi et le jeudi, 26 et 27 octobre 2021 et le jeudi 11 Novembre 2021.

A la réunion d'octobre, les points suivants ont été prévus pour la première journée : (i) Revue des CT précédents ; (ii) Informations sur le nouveau PRODOC Mai-Ndombe ; (iii) Revue du rapport de l'évaluation à mi-parcours du Programme d'appui à la réforme de l'Aménagement de Territoire ; et la deuxième journée : (iv) Présentation du rapport final et du portail web (site Terra Congo) du programme SNSF, et (v) Présentation de l'état d'avancement du Piredd Maniema.

La deuxième édition (CT43bis) s'est tenue le jeudi 11 novembre 2021. Les points suivants ont été traités : (i) Revue du rapport de l'évaluation à mi-parcours du Programme d'appui à la réforme de l'Aménagement de Territoire ; et (ii) Revue des modalités d'évaluation à mi-parcours de PROMIS à l'égard du décaissement de la deuxième tranche du programme. De plus, un point de divers a été traité : (iii) les dates et les points de l'ordre du jour des prochains CT.

CT44

La 44ième réunion du Comité Technique (CT44) du FONAREDD s'est tenue le jeudi 09 décembre 2021.

L'ordre du jour comportait les points suivants : (i) Revue des CT précédents et point d'information sur les PIREDD Oriental et Equateur, (ii) Revue du Plan opérationnel et du PTBA 2021-2022 du PIREDD Maniema, (iii) Revue du rapport d'évaluation interne à mi-parcours de PROMIS, et (iv) Etat d'avancement, note d'orientation stratégique, révision budgétaire du PIREDD Mongala.

Les communiqués et les résolutions prises pour les programmes concernés au cours de ces réunions sont disponibles sur le site internet du FONAREDD www.fonaredd-rdc.org/gouvernance/comiteetechnique

Suivi des programmes

Deux missions de suivi ont été organisées au mois de Novembre 2021 par les experts du Secrétariat Exécutif du FONAREDD pour le compte des deux PIREDD dont la clôture de la première phase est prévue au 31 Décembre 2021. Il s'agit du PIREDD Mai-Ndombe et du PIREDD Mongala. Les condensés des réalisations de ces deux PIREDD sont à lire dans « Echos des PIREDD ».

De nouvelles opportunités de finance-climat pour la RDC

Sous le pilotage du Secrétariat Exécutif du FONAREDD, la RDC avait soumis, en juillet 2021, une expression d'intérêt auprès de la Coalition LEAF (Low Emission by Accelerating Finance). Il s'agit d'une coalition internationale d'acheteurs de crédits carbone forestiers – tant publics que privés – visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par un accroissement de la finance des Paiements Basés sur les Résultats (PBR). L'expression d'intérêt de la RDC avait été élaborée par une Task Force nationale, mise en place par Son Excellence Madame la Vice-Première Ministre, Ministre d'Environnement et Développement Durable (VPM-MEDD), et coordonnée par le Secrétariat Exécutif du FONAREDD. En dehors du FONAREDD, cette Task Force comprenait les membres des Directions de Développement Durable (DDD), d'Inventaire et Aménagement Forestier (DIAF) du MEDD, la Coordination Nationale REDD, l'Agence Congolaise de l'Environnement, ainsi que le Groupe de Travail Climat-REDD+ Rénové. La RDC a proposé par son expression d'intérêt de mettre à disposition de LEAF, pour vente sur le marché carbone entre 25 et 30 millions de tonnes de réduction d'émissions forestières. Précisément, il s'agit d'émissions évitées et/ou réduites provenant de la Province de la Tshuapa, l'une des provinces de la RDC disposant d'un couvert forestier le plus élevé et d'un taux de déforestation le plus bas sur les dix dernières années.

Grâce à la qualité de sa soumission, la RDC a été retenue en tant que l'un des trois pays africains nommés éligibles, à vendre des crédits carbones aux acheteurs de la Coalition LEAF. Ceci représente pour la RDC une opportunité exceptionnelle, qui pourra lui permettre de se faire compenser financièrement pour une partie des services écosystémiques fournis par sa forêt primaire, à savoir l'absorption et la capture de carbone. A travers la Coalition LEAF, chaque tonne d'émissions de carbone évitée ou réduite se vendra au prix de 10 USD la tonne (ou plus, en fonction de la dynamique des négociations entre fournisseurs et acheteurs).

Appui au Développement du Système d'Informations sur les Sauvegardes

Le Secrétariat Exécutif du FONAREDD – avec l'appui de la Task Force nationale ainsi que du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) – a entamé un travail pour assurer que la RDC remplira l'ensemble des critères lui permettant de réaliser les ventes de crédits carbone à travers la Coalition LEAF. Il s'agit notamment de l'élaboration d'un premier résumé d'informations sur la prise en compte et le respect des sauvegardes socio-environnementales dans le cadre de la mise en œuvre des activités REDD+ en RDC, ainsi que du développement du Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) de la RDC. Le Secrétariat Exécutif du FONAREDD continuera à piloter ce travail tout au long de l'année 2022. (A lire à la page 9)

ECHOS DES PIREDD

Echos des PIREDD revient sur les réalisations enregistrées par 2 PIREDD qui, au 31 Décembre 2021, sont arrivés au terme de leur première phase de mise en œuvre, à savoir le PIREDD Mai-Ndombe et le PIREDD Mongala.

PIREDD MAI-NDOMBE

A la clôture de sa première phase, le PIREDD Mai-Ndombe a connu une montée en puissance en termes d'activités suite à l'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19. En effet, toutes les activités prévues pour la première phase ont connu des avancées significatives.



Cérémonie de réception des Bâtiments du PIREDD à KIRI (4 bureaux construits et remis officiellement)



Visite du site des micoprojets des P.A à KIRI (6 micoprojets mis en place dans la Province)



Visite de la route et du pont réhabilités sur l'axe MUSHIE-MBALI (60 km de route et 1 pont réhabilités)



Visite des plantations agroforestières à KONKIA (1793 ha d'agroforesterie -acacia- réalisés dans la province)



Visite des savanes mis en défens à KONKIA (9.936 ha de savanes mis en défens dans la province)



Entretien avec le Chef de Chefferie de MBALI

Ces réalisations ont attiré l'attention de différentes parties prenantes au programme, en commençant par SEM le Gouverneur de Province Jacks Mbombaka, qui, pendant sa tournée au mois d'Août 2021, a visité les infrastructures construites et réhabilitées grâce à l'appui du programme, remis officiellement les bâtiments du PIREDD dans les différents sites concernés et sensibilisé les populations sur le programme et s'est enquêré de l'état du déploiement des activités du Fonds Additionnel FEM sur le terrain. L'intégralité de la tournée du Gouverneur et des cérémonies de remise officielle des bâtiments sont à retrouver sur www.fonaredd-rdc.org

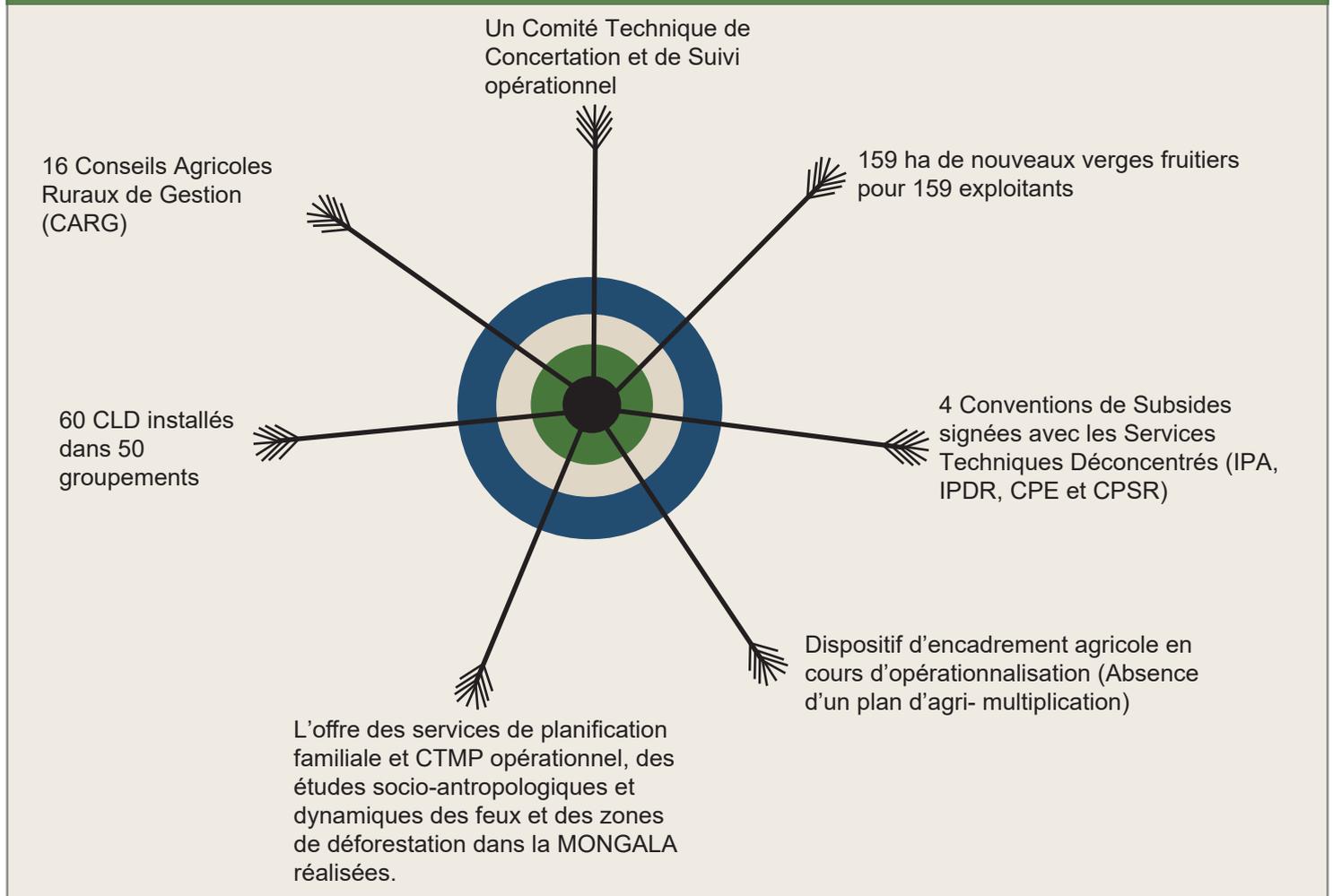
Il est attendu de ce programme avant le démarrage de la deuxième phase, les travaux de regarnissage dans les plantations mises en place durant la saison B 2022, l'ouverture des layons dans les forêts de conservation et la finalisation du versement des soldes de PSE aux communautés. Il procédera aussi à la remise définitive des micoprojets aux Peuples Autochtones dans les derniers sites; la poursuite des séances de sensibilisation au sein des CLD mis en place dans les territoire de KIRI et OSHWE et l'entretien des routes, la construction des ponts et dalots, la finalisation de l'avant-projet sommaire et l'avant-projet définitif du Bac de Lediba dont la mise à flot pourrait intervenir en 2022.

PIREDD MONGALA

Le PIREDD Mongala vient de boucler sa première phase de fonctionnement de 2 ans. Mis en oeuvre par ENABEL et financé à hauteur de 12 Millions USD par le FONAREDD pour une durée de 58 mois sur financement de l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI), ce programme s'inscrit dans la stratégie nationale REDD+ et vise à réduire durablement les impacts des activités humaines sur la forêt et à améliorer les conditions de vie et les revenus des habitants

de la province de la MONGALA (y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones pygmées). Il s'agit d'une province à vocation agro-pastorale avec des potentialités énergétiques non négligeables, la positionnant en ordre utile dans la vie socio-économique de la République Démocratique du Congo. A fin novembre 2021, par rapport au document du programme approuvé, les réalisations majeures relatives à cette première phase se présentent comme suit :

Réalisations du PIREDD-MONGALA au 30 Novembre 2021



La structuration du milieu en CLD est un moyen efficace pour faciliter que les interventions ou les investissements du PIREDD+ soient bien utilisés au profit de l'ensemble des communautés.

En outre, le PIREDD appuie les services techniques impliqués, les 16 CARG (3 au niveau des territoires et 13 des secteurs) et les membres des comités Directeur des CLD et des éveilleurs de conscience en formation à plusieurs reprises. Cela a permis leurs concours à l'encadrement des ménages bénéficiaires des appuis du programme et la prise de conscience de certaines communautés locales sur la nécessité de la protection de la forêt.

En dépit des efforts déployés et des acquis obtenus à la clôture de cette première phase, la mise en œuvre du PIREDD, qui reste pertinente, a été perturbée par des difficultés d'ordre technique et de gouvernance surtout au cours de l'année 2021 ; Cela a eu un impact négatif sur sa performance jugée moyenne à la fin de la première phase du PIREDD par rapport aux résultats attendus.



Entretien des verges fruitiers par les fermiers



Espace CLD Botoku

Remise des chèques aux premiers lauréats du Fonds de défis du programme «Energie durable»

Le 23 septembre 2021 a eu lieu à Kinshasa, à l'hôtel Pullman, un café de presse du Programme de Consommation Durable et Substitution partielle au bois-énergie mis conjointement en œuvre par le PNUD et UNCDF.

Cette activité de communication du programme, dans le cadre de sa composante « Fonds de défi et Incubation pour les solutions de cuisson propre en RDC » avait pour point culminant, la remise symbolique des chèques aux Entreprises privées bénéficiaires de l'appui financier et technique du Fonds et ayant été sélectionnées de manière compétitive à l'issue d'un processus d'appel à manifestation de propositions. Les entreprises sélectionnées sont des start-ups développant des solutions innovantes de cuisson propre et dont les propositions sont en cohérence avec les besoins du marché de cuisson propre, possédant un potentiel d'entraîner un changement significatif sur ce marché mais aussi dont les modèles d'affaires et de technologies incluent les femmes et les jeunes dans les chaînes de valeurs en tant que soit producteur, soit distributeur ou soit bénéficiaire.



L'approche d'intervention adoptée par le programme est celle du marché, qui au-delà des simples subventions, garantit l'émergence d'un marché de cuisson propre efficace et dont les interactions aboutissent à l'objectif d'une consommation durable de bois-énergie et une diminution substantielle de la part du bois énergie dans le mix énergétique pour la cuisson.



Douze entreprises sélectionnées qui sont implantées à Bukavu, Goma, Kinshasa et Lubumbashi, sont ALTECH GROUP, BASCONS, BBOXX, BRISOL1 et BRISOL2, DAP ENERGY, ESF, ETS MIZINZI, TAD ET MBOA COMPAGNIE, RECYCLO CONGO SARL, HALT BANK, YAHWE NISSI

L'appui financier total reçu par ces entreprises s'élève à 1.201.400 USD. Le montant le plus faible est accordé à l'une des entreprise est de 35.000 USD et le plus élevé est de 150.000 USD. Ceci va contribuer à la vente de 100 800 foyers améliorés à charbon de bois et briquettes, 3.000 kits de GPL, 3.500 foyers de cuisson à GPL, 1.425 tonnes de GPL, 1.650 tonnes de briquettes de biomasse pour la cuisson mais aussi la création de plus de 104 emplois à temps pleins et 506 emplois à temps partiel dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Bukavu et leurs environs.



L'appui va ainsi permettre à ses entreprises: de bien s'implanter sur le marché et d'améliorer leur gestion ; d'améliorer leurs capacités et leurs technologies de production et d'intégrer les innovations dans les modèles de marketing et distribution des solutions de cuisson propre.



La Politique Foncière Nationale validée

Il a fallu plus de cinquante ans pour que la République Démocratique du Congo s'engage absolument vers une nouvelle politique foncière. Après celle datant de l'époque coloniale, le document de la politique foncière nationale a été validé le mercredi 17 novembre à Kinshasa, par toutes les parties prenantes impliquées dans le processus de la réforme de ce secteur initiée depuis 2012, par le gouvernement de la RDC. Cette étape est cruciale pour que le pays se dote enfin d'une nouvelle politique foncière, dans les tous prochains jours.

Pendant trois jours des travaux en plénière et dans les groupes thématiques, les participants emmenant des diverses entités territoriales et sectorielles ont échangé et débattu pour aboutir à un Document de Politique Foncière Nationale véritablement issu d'un consensus national, comme l'a reconnu le Ministre Congolais des Affaires foncières Molendo Sakombi.



« Je suis à la fois fier et heureux de constater que les présentes assises vous ont permis de relever ce grand défi de doter la République démocratique du Congo d'un document consensuel de politique foncière nationale. Je suis particulièrement admiratif de la qualité du travail que vous avez abattu pendant ces trois jours, dans un climat d'ouverture et de dépassement enfin d'offrir au Pays cet outil fondamental de la gouvernance foncière qui lui manquait tant », a-t-il déclaré.

Parmi les innovations que ce document apporte dans le secteur foncier, il y a la réforme sur les terres agricoles, un moyen efficace pour promouvoir les acteurs de ce secteur et de lutter contre l'insécurité alimentaire dans le pays.

La FAO, partenaire indispensable dans le secteur agricole en RDC s'en réjouit et attend voir toutes ces réformes se matérialiser pour le bien-être des acteurs du secteur agricole en RDC.

« Que ce document de politique foncière soit validé, pour nous c'est une véritable aubaine puisque ça va nous permettre dans la politique agricole, d'aborder toutes les questions relatives à la sécurité foncière des agriculteurs avec beaucoup plus d'aisance. Parce que dans le document de la politique foncière nous allons déjà trouver suffisamment d'éléments pour sécuriser les agriculteurs, pour renforcer leur sécurité foncière et pour pouvoir promouvoir la relance agricole dans notre pays », a dit Serge Sabi Oleko de la FAO.



Lors de la cérémonie officielle de clôture de cet atelier, on pouvait noter la présence des représentants de plusieurs partenaires techniques et financiers du Gouvernement congolais dans ce processus de la réforme foncière. Tous ont salué l'aboutissement heureux, la validation du document et espèrent voir ces réformes concrètes sur terrain.

« Pour nous, la suite va être la véritable réforme. Comment mettre en œuvre toutes ces idées innovantes, toutes ces préoccupations capitalisées des expériences et réalités sur le terrain. Nous comptons sur la feuille de route, ou le plan d'action, mais surtout sur les mesures transitoires qui vont être prises dès la promulgation enfin d'endiguer les processus d'accaparement des terres et de thésaurisation que certaines élites, autorités et hommes de pouvoir ont commencé à l'annonce de la réforme foncière », a déclaré Angélique Mbelu de la Stratégie Nationale d'Engagement (SNE)

Tout est bien qui finit bien, c'est dans un ton très solennel que le Patron des affaires foncières a déclaré clôt l'atelier de validation du Document de politique foncière nationale, s'engageant en tant que gouvernement de la République à poursuivre cette procédure en demandant à la CONAREF d'amorcer dans les prochains jours, la capitalisation des dernières contributions recueillis à l'occasion de ces trois jours des travaux.

Notons par ailleurs que ce document validé sera incessamment soumis à une évaluation environnementale, et au Conseil des Ministres pour sa validation. Ensuite, se suivra la signature d'un Décret du Premier Ministre qui le rendra effective.



Les jeunes et les peuples autochtones améliorent leurs connaissances en Planification Familiale

Les fonds reçus du FONAREDD/CAFI ont contribué à booster les connaissances, réduire le tabou et favoriser l'acceptation de la contraception dans le milieu des jeunes congolais et le reste dépendant des forêts et autres ressources naturelles

A cet effet, DKT a organisé et appuyé deux activités d'impact social notamment la compétition des jeunes en PF « Génie Batela » ainsi que la célébration de la Journée Internationale des Peuples Autochtones. DKT a organisé la 3e édition de la compétition nommée : « **Génie Batela** ». Cette compétition annuelle, ayant trouvé ses débuts en 2019, est devenue un point de rassemblement de tous les jeunes de la RDC en général et de ceux des Universités en particulier autour de la contraception comme une clé pour l'épanouissement personnel et sociétal.

Cette stratégie de sensibilisation a permis de mettre en valeur des produits sûrs et moins chers en vue de casser les mythes qui constituent un frein à l'accès des jeunes et femmes à la contraception. D'un côté, les méthodes telles que les préservatifs Ok Condom et Chic Condom qui assurent une double protection contre les grossesses non-planifiées ainsi que les MST/VIH ont été mises en valeur. De l'autre côté, DKT a tiré profit de ladite activité pour révéler à la jeunesse les produits contraceptifs modernes tels que les pilules, injectables, Implants, et les DIU gage d'un futur meilleur.

Plus de 900 jeunes ont été affectés directement et des milliers via les plateformes digitales. En outre, les ventes des méthodes à court terme à l'instar du préservatif ont connu une croissance de 30% du premier au deuxième trimestre 2021.

D'autre part, à l'occasion de la commémoration de la journée internationale des Peuples Autochtones, DKT a organisé une journée spéciale de promotion en faveur des PA et appuyé la conférence nationale organisée le 20 août 2021 sous le thème : « **Ne laisse personne de côté et l'appel des Peuples Autochtones pour un nouveau contrat social** ». Durant cette activité orientée vers le développement des groupes des PA, le gouvernement a insisté sur la nécessité de prendre la question des Peuples Autochtones comme une priorité dans les interventions. De ce fait, DKT s'est engagé à accompagner le gouvernement dans cet effort de développement économique et social des Peuples Autochtones en offrant des services PF de qualité dans toutes les 9 provinces d'intervention PROMIS avec le soutien du FONAREDD/CAFI



Organisée en ligne avec la diffusion de la finale à la télévision à cause de la pandémie de la Covid-19, la compétition a connu l'assistance de 459 candidats étudiants provenant de 6 institutions d'enseignement supérieur dont l'Académie des Beaux-Arts (ABA), Université Technologique Bel Campus (UTBC), Université Pédagogique Nationale (UPN), Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM), Institut Supérieur de Commerce (ISC), Institut Supérieur Pédagogique (ISP). Sept candidats se sont affrontés lors de la finale sur un plateau de télé à l'issue de laquelle un étudiant de l'UTBC au nom de Jean Paul Noumzi a gagné la compétition et a empoché 700\$ pour financer ses études l'année prochaine.





Le Système d'informations sur les sauvegardes en RDC : Une plateforme numérique bientôt disponible

La RDC à travers l'appui du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), la Vice-Primature et Ministère de l'Environnement et Développement Durable ainsi que le FONAREDD, travaillent pour permettre au pays de disposer d'un système d'informations sur les sauvegardes et à élaborer son premier résumé d'informations sur les sauvegardes afin de tirer profit des avantages financiers dans le cadre du mécanisme de décision et d'incitation en matière d'atténuation des changements climatiques que constitue la REDD+.

La mise en place d'un tel système, communément appelé système d'information sur les sauvegardes (SIS), est une condition préalable à l'obtention de versements liés aux résultats pour la REDD+, que ce soit de la part de la Convention ou de son mécanisme financier, le Fonds vert pour le climat (FVC).

En effet, la REDD+ peut apporter des bénéfices sociaux et environnementaux dépassant de loin la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), mais elle peut aussi comporter des risques éventuels pour les populations humaines et l'environnement. Ces bénéfices et risques dépendent d'un certain nombre de facteurs spécifiques liés à la situation du pays considéré, tels que les caractéristiques de conception des actions REDD+, l'efficacité de ces actions sur les moteurs de la déforestation et de la dégradation forestière (et sur la gestion, la conservation et le renforcement des stocks de carbone forestiers), ainsi que le lieu où elles sont mises en œuvre, les modalités et les entités responsables de leur mise en œuvre.

Pour se prémunir contre ces risques tout en favorisant la recherche de bénéfices environnementaux, les Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont adopté un ensemble de sept « garanties de Cancún » à prendre en compte et à respecter lors de l'exécution des actions REDD+. L'élaboration d'un « système de communication d'informations sur la manière dont les garanties [sauvegardes] sont prises en compte et respectées lors de l'exécution des actions REDD+ » le Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) constitue l'une des exigences clés de la CCNUCC concernant la REDD+. La fourniture de résumés d'information sur la manière dont toutes les garanties de Cancún sont prises en compte et respectées pendant toute la durée de l'exécution

des activités REDD+ viennent compléter les principales obligations relatives aux garanties dont il a été convenu à ce jour au titre de la Convention. En exécutant les activités REDD+, il faudrait promouvoir les garanties ci-après et y adhérer :

- Nécessité de veiller à ce que les activités viennent en complément des objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ou soient compatibles avec ces objectifs ;
- Structures nationales transparentes et efficaces de gouvernance forestière tenant compte de la législation et de la souveraineté nationales;
- Respect des connaissances et des droits des peuples autochtones et des membres des communautés locales, en tenant compte des obligations internationales pertinentes et des situations et législations nationales, et en notant que l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;
- Participation intégrale et effective des parties prenantes concernées, en particulier des peuples autochtones et des communautés locales ;
- Mesures qui soient compatibles avec la préservation des forêts naturelles et de la diversité biologique, en veillant à ce que les activités [REDD+] ne se prêtent pas à une conversion des forêts naturelles mais incitent plutôt à protéger et à conserver ces forêts et les services rendus par leurs écosystèmes, ainsi qu'à renforcer d'autres bénéfices sociaux et environnementaux;
- Mesures visant à prendre en compte les risques d'inversion;
- Mesures visant à réduire les déplacements d'émissions.

En effet, à chaque pays de contextualiser ces garanties et d'en sortir les indicateurs appropriés permettant de mesurer le niveau de sa prise en compte. De ce fait, en 2015 la RDC a traduit les sept garanties en « principes ». Ensuite, les principes sont traduits en « critères » et les indicateurs sont définis à partir de ces critères constituant ainsi le cadre conceptuel du SIS repris dans les standards nationaux REDD+.

Les différentes informations sur les sauvegardes en RDC seront bientôt disponibles à travers un site internet qui est en cours de développement et sera déployé d'ici début 2022.



Page d'accueil du site internet du SIS en cours de conception



Kwilu : Marie choisit enfin une méthode de contraception à longue durée

Le programme de mise à échelle de la Planification Familiale (PROMIS) a comme objectif général de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique national de planification familiale à l'horizon 2020 et au-delà afin d'accroître l'utilisation des méthodes contraceptives modernes, de manière à contribuer sur le long terme à la réduction de la pression démographique sur les ressources environnementales dans les géographies cibles. Ainsi, le programme répond à une partie du pilier Démographie de la Stratégie nationale REDD de la RDC. Dans la Province du Kwilu, MSI RDC organise des activités de sensibilisation sur la Planification familiale en faveur des jeunes.

Ayant participé à l'activité qu'avait organisé l'équipe Marketing Kwilu sur le Thème « **sexualité responsable et santé de la reproduction : élément clé d'une jeunesse épanouie** », Marie a été touchée et a souhaité à la fin de l'activité adopter une des méthodes de la planification pour pouvoir bien espacer ses naissances et chercher comment s'épanouir dans son foyer.

En effet, Marie est une femme qui ne voit pas régulièrement ses règles et donc a été surprise à chaque grossesse. Elle souhaitait donc pour son bien et celle de sa famille se mettre sous une méthode moderne car impossible pour elle de calculer ou suivre son cycle. En l'espace de 4 ans, elle s'est donc retrouvée 4 fois enceinte. C'est ainsi qu'elle a pris la décision d'utiliser une de méthode moderne de la contraception offerte par MSI RDC. Elle opta pour une méthode à longue durée de 10 ans (DIU).

Pour rappel, le Programme de mise à l'échelle de la planification familiale en RDC (PROMIS-PF) a été financé par le Fonds National REDD de la RDC (FONAREDD), dans le cadre du partenariat entre la RDC et CAFI. Les fonds de ce programme transitent par UNOPS, en tant que gestionnaire fiduciaire, vers trois partenaires de mise en œuvre : Tulane, DKT et MSI. De plus, UNFPA assure l'achat de contraceptifs pour le programme.



Marie, Province du KWILU/KIKWIT

« Je n'ai que 22 ans mais j'ai déjà 4 Enfants avec un mari débrouillard comme aide chauffeur et ne gagne presque rien. Je suis une femme ménagère ne travaillant pas à cause de la charge qui pèse beaucoup sur moi. C'est ainsi qu'après avoir suivi et participé à cette activité, j'ai été convaincue et je me suis dit que c'est une chance de pouvoir vous rencontrer pour mon problème qui a trop duré. »

Quelques données clés du Programme

| Agence d'exécution | Partenaires de mise en œuvre |
|--------------------|------------------------------|
|--------------------|------------------------------|



Tulane, MSI, DKT,
Ministère de la Santé

| Titre du programme | PROMIS |
|--|---|
| Contacts (nom, titre, organisation participante et adresse mail) | Alisher Igambardiev, Chef de projet, UNOPS, alisheri@unops.org |
| Numéro de référence du programme (MPTF) | 00116875 |
| Lien au rapport annuel | http://mptf.undp.org/factsheet/project/00116875 |
| Localité du programme | Bas-Uélé, Haut-Katanga, Lualaba, Sud-Kivu, Nord-Kivu, Kinshasa, Kongo Central, Kwilu, Ituri, Tshopo, Kasai Oriental |

Agroforesterie à IBAYA : Peu de gens y croyaient

Le Comité Local de Développement (CLD) IBAYA dans le territoire de Kutu, secteur Mfimi, groupement Lemvia Sud, Province du Mai-Ndombe, se réjouit de ses jeunes plantations de palmiers à huile associées avec le manioc comme cultures intercalaires qui se développent bien jusque-là alors que aucun membre du CLD n'y croyait au départ. Il s'agit d'une nouvelle expérience apportée par le PIREDD Mai-Ndombe par le biais de ses experts en agriculture.



Comme dans d'autres zones savanicoles, les 120 hectares pratiqués ici en agroforesterie joueront un double rôle, notamment celui de protéger les lambeaux forestiers existants en y faisant de moins et moins recours et celui de sédentariser les agriculteurs avec des activités diverses comme l'apiculture qui y est déjà développée. Ce programme est mis en œuvre par la Banque Mondiale à travers l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la forêt (UCPIF) avec le financement CAFI/FONAREDD.

Didier MONKULO, Président du Comité Local de Développement d'IBAYA (CLD IBAYA), nous relate cette expérience : **« Cette plantation, nous ne l'avons pas commencée nous-même. C'est le PIREDD qui est venu avec l'initiative, par ce que nous dans notre secteur, nous avons l'habitude de cultiver en forêt. Il y avait au départ beaucoup de doutes. Les gens disaient qu'en savanes ce manioc et même ces palmiers à huile n'allaient pas grandir, mais le PIREDD nous a rassuré qu'il a ses experts et que nous allions cultiver et réussir dans cette savane. Alors, nous avons essayé en commençant par la mise en place d'une pré-pépinière, suivie d'une pépinière et après nous sommes passée à l'étape de plantation tel que vous le remarquez ici. »**

Avec 145 pieds par hectare pour une superficie de 26 hectares, séparés les uns les autres par les maniocs comme cultures intercalaires, il s'agit d'un travail qui nécessite une main d'œuvre suffisante et surtout beaucoup d'organisation. **« Nous avons des membres des planteurs et nous leurs distribuons des parcelles (étendues), en raison de 1 hectare par individu et quelquefois on peut donner 1 hectare à 2 personnes »**, a-t-il expliqué.

Une satisfaction et un sentiment d'espoir pour sa communauté...

« Je vois déjà de la réussite. Contrairement à ce que les gens croyaient avant (que ces plantations n'allaient pas produire), moi je vois dans les 2 années à venir que nous aurons une vie meilleure grâce à la récolte qu'on fera sur ces palmiers. Ça pourra nous aider pour les soins de santé, la scolarisation des enfants et les parents auront suffisamment de moyens pour ça. Je suis donc très content de la manière dont je vois cette plantation évoluer. Ça me donne de la joie. Je ne croyais pas qu'on allait réussir mais on a réussi. Je remercie aussi le PIREDD de nous avoir apporté cette initiative. »

Comme dans d'autres communautés, un besoin de presse à huile s'exprime déjà en termes de moyens nécessaires pour la transformation et en moyens de transport pour l'écoulement des produits de récolte, qui joueront un rôle important dans l'amélioration du niveau des revenus des ménages de cette contrée.



Didier MONKULO,
Président du CLD IBAYA,
MAI-NDOMBE

« Je ne croyais pas qu'on allait réussir mais on a réussi. »

Abonnez-vous!

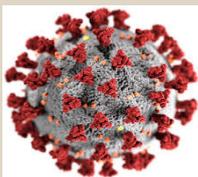
Recevez chaque trimestre notre bulletin d'informations en vous inscrivant sur www.fonaredd-rdc.org

Ont participé à la rédaction des articles:

1. Victor KABENGELE
Coordonnateur Adjoint du FONAREDD
2. Didier MBOMA
Expert National en Programmation,
FONAREDD
3. Samson KAMUNGA
Associé au Suivi-Evaluation, FONAREDD
4. Christian BITIJULA
Expert en Communication, CONAREF
5. Nelphie MIYE
Environews RDC
6. Jolly SASSA
Experte en Communication, PIF RDC
7. Clément VANGU
Coordonnateur, PIF RDC
8. Josée BAHIZI
Senior Manager Marketing &
Communication, MSI
9. Sanders ZAGABE
Program Assistant, DKT

Edition, Infographie et mise en page:

Gloire MUNESHA
Associé à la Communication, FONAREDD



Protégeons-nous
et protégeons les
autres!

Où nous trouver?

Adresse:

48, Avenue Roi-Baudouin,
Kinshasa-Gombe, République
Démocratique du Congo

Contacts:

+243812968266
www.fonaredd-rdc.org
fonaredd.se@fonaredd-rdc.org

Social:

 @fonaredd
 Fonaredd RDC
 Fonaredd RDC